

APRÈS LA RÉUSSITE DE LA GRÈVE DU 16 SEPTEMBRE (36% DES AGENTS)...

ON CONTINUE !



**RETRAIT DE LA
GÉOGRAPHIE REVISITÉE,
CONSOLIDATION ET
DÉVELOPPEMENT DE
TOUTES NOS MISSIONS !**

Là où va s'appliquer directement la géographie revisitée, plus de 40 % des agents se sont mis en grève à l'appel de l'intersyndicale Solidaires, CGT, FO, CFDT et CFTC à la DGFIP. Le constat est largement partagé jusqu'à de nombreux élu-es : les Maisons France Services (MFS) et Maisons des Services au Public (MSAP) sont un service public low cost et non pérenne, servant de leurre pour supprimer autant de services de pleine compétence que possible. D'ores et déjà, plus de 1 000 suppressions de trésoreries sont prévues, plus de 100 services de gestions, une vingtaine de services de contrôle fiscal. Rappelons pour prendre conscience de la valeur de ce taux de grève que les DOM, la Corse et Paris, ne connaissent toujours pas leurs cartes.

Les kilomètres vont s'afficher au compteur pour nombre d'agents, quand ce ne sera pas la possibilité même d'être titulaires d'un poste fixe à la DGFIP qui sera dans la balance.

Toutes nos missions sont sur la sellette, de la mission topographique (volonté de transfert vers l'IGN), au contrôle fiscal (déclinaisons de la loi ESSOC), en passant par la comptabilité publique (tentative d'élargir les agences comptables aux collectivités territoriales, services facturiers, services de gestion comptable et conseillers aux collectivités...), le recouvrement (projet d'agence du recouvrement commune aux Douane, DGFIP et URSSAF). *Liste non exhaustive.* Jusqu'au scandale de la privatisation du paiement des impôts et taxes auprès des buralistes et de la Française Des Jeux (qui va être privatisée) qui se paieront à hauteur d'1,5 euro par transaction !

À travers les Maisons France Services, animées par deux agents sans obligation statutaire, c'est directement le statut et le rôle des fonctionnaires qui sont attaqués, dérive appuyée par les récentes offres d'emplois contractuels, sur un éventail inhabituellement large de missions à la DGFIP. Ainsi commença la réforme à France Télécom...

A cela s'ajoute la réorganisation territoriale de l'Etat et le transfert au sein des secrétariats généraux des préfectures des emplois DGFIP portant sur les missions dites transverses (informatique, immobilier, RH, domaine ...).

Dès à présent, avec le nouveau réseau de proximité, les suppressions d'emplois (premières estimations à 4 900 sur trois ans à la DGFIP) impactant les quelques services de pleine compétence qui subsisteraient vont accélérer la destruction pure et simple de tout le réseau, des missions, des droits et garanties des agents !

C'est le démembrement en règle de toute la DGFIP !

Nous exigeons des moyens pour consolider et développer l'ensemble de nos missions !

Les agents de la DGFIP ont bien compris ce qui est en train de se jouer dans notre secteur professionnel, en lien avec l'avenir de tous les services publics : le 16 septembre, 36 % des agents ont été en grève et dans l'action, 27 départements ont affiché des taux supérieurs à 50 %, 28 supérieurs à 40 %, et dans plus d'une dizaine d'entre eux les agents réunis en assemblées générales ont décidé de reconduire la grève. Les actions sous diverses formes continuent sur l'ensemble du territoire.

Certains directeurs locaux essaient d'intimider les agents en lutte, signe que notre mobilisation est efficace ! Nous ne nous laisserons pas impressionner ! D'ores et déjà la DG vient d'annoncer la suspension de l'élargissement des agences comptables. DG et ministère prétendent vouloir desserrer le calendrier de la réforme face au mécontentement de nombres d'élus, aux actions des agents qui s'enchaînent depuis plusieurs mois, avec relais des médias et enfin suite à une grève nationale réussie et qui appelle à des suites concrètes ! Mais les liquidateurs de la DGFIP n'ont pas abandonné pour autant leur projet mortifère !



Alors on ne lâche rien !

POUR GAGNER, RÉUNISSONS-NOUS TOUS ET TOUTES EN ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ET DANS L'UNITÉ POUR REJOINDRE LES DÉPARTEMENTS EN GRÈVE RECONDUCTIBLE !



SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex
www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr ✉ dgfip@cgt.fr ☎ : 01.55.82.80.80 -
☎ : 01.48.70.71.63 📧 : @cgt.finpub (Syndicat National cgt finances publiques) 📧 : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)

